



“FED” UP WITH CARBON : LES BANQUES CENTRALES ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Hosted by Kokou Agbo-Bloua

Societe Generale's Head of Economics, Cross-Asset & Quant Research

EPISODE 29

Les banques centrales mondiales (Fed, BCE, BoE...) devraient-elles lancer un programme coordonné d'« assouplissement quantitatif vert » et tout simplement imprimer les 3.500 milliards de dollars nécessaires chaque année pour financer la transition énergétique ? Est-ce une solution réaliste ou trop « verte » pour être vraie ?

Cet épisode du podcast 2050 Investors nous rappelle en quoi les banques centrales sont « centrales ». Depuis leur création au XVIIe siècle, les banques centrales ont eu pour tâche de gérer la politique monétaire, de superviser le système bancaire et d'accomplir leur mission fondamentale : le maintien de la « stabilité des prix ».

Mais le changement climatique devient une menace majeure pour leur mission, présentant un risque réel pour la stabilité économique et financière à moyen et long terme.

Dans ce dernier épisode, Kokou Agbo-Bloua explore l'exercice d'équilibre délicat auquel les banques centrales doivent se livrer. Demeurer indépendantes en veillant à ce que l'inflation reste sous contrôle. Cela, tout en contribuant à la stabilité économique et financière et en assurant un rôle central dans la lutte contre le changement climatique. L'action des banques centrales va bien au-delà de ce qu'on imagine.

Ne vous inquiétez pas si vous avez oublié vos cours de base sur l'Economie, ou si vous n'en avez jamais suivi, car nous allons vous proposer une courte initiation accélérée au rôle complexe des banques centrales. Pour cela, nous utiliserons des références à la série « La Casa de Papel » et au monde fantastique et magique du « Seigneur des Anneaux ».

Nous nous replongerons aussi brièvement dans l'histoire des banques centrales et de leur évolution, en passant par la Première Guerre mondiale, le Japon du XXe siècle et plus récemment, « l'explosion de l'inflation » qui a suivi la pandémie de Covid-19.

Plus tard dans l'épisode, vous entendrez des extraits d'un épisode de « The ECB Podcast » intitulé « Lutter contre le changement climatique en tant que banque centrale, entre motivation, obligation et limitation ». Isabel Schnabel et Frank Elderson, membres du conseil d'administration de la Banque Centrale Européenne, expliquent le rôle de leur « Corporate Sector Purchase Programme » (CSPP), qui achète des obligations vertes émises par les entreprises afin de réduire leur empreinte carbone.



2050 INVESTORS – EPISODE 29 SCRIPT

“Fed” up with Carbon : Les banques centrales et le changement climatique

Bienvenue dans la version française de « 2050 Investors », le podcast qui décrypte les tendances de l'économie et du marché pour relever les défis de demain.

Je suis Kokou Agbo-Bloua, responsable mondial de la recherche économique, cross asset et quantitative de Société Générale.

Dans chaque épisode de 2050 Investors, je mène l'enquête sur une grande tendance qui impacte l'économie, la planète, les marchés... et VOUS.

(Beginning of episode 29)

Kokou: "Una mattina, mi sono alzato, o bella ciao, bella ciao, bella ciao, ciao, ciao... Una mattina mi sono alzato. E ho trovato l'invasor!"

Siri : Ça va Kokou ? Je te trouve bien révolutionnaire, aujourd'hui !

Kokou : Tiens, salut Siri ! J'étais encore dans l'ambiance de « La Casa de Papel », une série espagnole géniale que je viens de regarder. Le personnage principal - « Le Professeur » - recrute huit personnes qui n'ont plus rien à perdre. Leur mission ? Infiltrer la Maison royale de la Monnaie d'Espagne et imprimer 2,4 milliards d'euros en billets de banque. Pendant qu'ils réalisent le casse du siècle, les huit complices entonnent la fameuse chanson « Bella Ciao ».

C'est une idée de génie, non ? Plutôt que de braquer une banque, comme des malfaiteurs classiques, ils vont directement se servir au cœur du système, en faisant tourner la planche à billets !

Siri : Effectivement, l'idée est intrigante, avec une tonalité subversive. Mais pourquoi tu t'intéresses tout d'un coup aux braquages de banques et aux grands classiques de la chanson italienne ?

Kokou : C'est bien plus qu'une histoire de braquage, Siri. C'est une histoire de résistance, de lutte contre le système ! Et la chanson « Bella Ciao » est un véritable hymne à la liberté. A l'origine, elle était chantée par les partisans italiens pendant la Seconde Guerre mondiale.

Siri : Je vois où tu veux en venir. Tu veux braquer métaphoriquement le changement climatique ?

Kokou : Eh bien... Oui. En quelque sorte. Cette série m'a inspiré une réflexion. Les 8 complices sont allés dans une banque centrale pour imprimer de la monnaie // dans le but de s'enrichir. Mais si on pouvait faire la même chose, pour une cause plus noble ? Comme par exemple pour financer la lutte contre le changement climatique ? Un « assouplissement quantitatif vert » pourrait-il être notre « Bella Ciao », à nous ?

Siri : Un assouplissement quantitatif vert ? Tu veux parler du levier de politique monétaire non conventionnel que les banques centrales actionnent pour augmenter la masse monétaire et relancer la croissance ?

Kokou : Exactement ! Sauf que là, l'objectif serait de financer les 3,5 milliards de dollars par an d'investissements en capital qui seront nécessaires d'ici 2050 pour bâtir une économie mondiale neutre en carbone.

Siri : J'avoue que c'est tentant. Après la lutte contre le fascisme, la lutte contre les émissions de carbone, grâce au pouvoir de l'impression monétaire. Pourquoi ai-je l'impression que c'est trop vert pour être vrai... ?

Bienvenue dans la version française de 2050 Investors, le podcast qui décrypte les tendances de l'économie et du marché pour relever les défis de demain.

Je suis Kokou Agbo-Bloua, responsable mondial de la recherche économique, cross asset et quantitative de Société Générale.

Dans cet épisode de 2050 Investors, nous allons voir comment les banques centrales, ces institutions toutes puissantes responsables de la monnaie des pays, peuvent contribuer à lutter contre le changement climatique.

Quelles sont les ficelles de leur politique monétaire ?

Comment concilier leur mandat principal, qui est de préserver la stabilité des prix, et l'inflation verte induite par la transition énergétique ?

Et enfin, les banques centrales ont-elles le pouvoir de changer le système bancaire qu'elles supervisent ?

Démarrons notre enquête.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, prenons un instant pour revenir sur l'univers complexe des banques centrales.

Siri : Quelque chose me dit que tu vas te lancer dans un cours magistral long et ennuyeux, avec des concepts incompréhensibles. Est-ce que je dois mettre à niveau mon dictionnaire d'économie avancée pour te suivre ?

Kokou : Bon, d'accord. Tu m'as vu venir. J'avais prévu de parler de vélocité de la monnaie, de masse monétaire, de Milton Friedman, de propension marginale à consommer, de rigidité des salaires, de l'importance capitale du taux d'intérêt naturel, de stabilité des prix par rapport à celle des marchés financiers... On a déjà abordé certains de ces concepts dans l'épisode sur la Greenflation, l'inflation verte. Mais j'ai bien compris. Je vais aborder les choses sous un autre angle.

Siri : Merci, ça serait bien aimable. Mon circuit imprimé est déjà en train de surchauffer.

Kokou : Tiens, j'ai une idée. Tu connais l'histoire du Seigneur des Anneaux ?

Siri : Bien sûr que oui ! Tu me prends pour Alexa ou quoi ?!

Kokou : Haha ! Parfait, alors je te propose d'embarquer pour un voyage métaphorique... Dans la Terre du Milieu...

Siri : Génial, une épopée fantastique ! Mais... Avec des politiques monétaires et des taux d'intérêt à la place des anneaux de pouvoir ? C'est bien ça ?

Kokou : Tout à fait ! Les banques centrales sont comme Gandalf, le magicien philosophe, qui guide la communauté de la finance avec sagesse et clairvoyance.

Siri : Je vois. Donc Gandalf fixe les taux d'intérêt et le coût de l'argent grâce à son bâton magique.

Kokou : Ensuite, il y a Aragorn. Il incarne la gestion de la masse monétaire. Il guide ses troupes avec fougue dans la guerre pour maintenir la stabilité de l'économie contre les forces financières du mal.

Legolas, avec sa vue perçante, représente la précision de l'assouplissement quantitatif. Ses flèches sont les interventions financières. Et elles ne ratent jamais leur cible.

Mais même dans la Terre du Milieu, le pouvoir est une arme à double tranchant. Comme les détenteurs des anneaux, les banques centrales doivent utiliser leurs forces à bon escient. Sinon, c'est la voie ouverte vers le Mordor.

Une mauvaise gestion de la monnaie conduit à l'inflation, au déséquilibre économique et à la méfiance des marchés. L'équilibre est primordial. Un assouplissement quantitatif excessif, et nous risquons de déclencher le Balrog de l'hyperinflation.

Siri : Tout comme l'anneau a corrompu Gollum, un pouvoir financier incontrôlé peut conduire à des distorsions économiques et à des crises financières.

Kokou : Exactement, tu apprends vite Siri ! Pour citer Lord Acton : « Le pouvoir tend à corrompre, le pouvoir absolu corrompt absolument ». Liées par leur mandat, qui est de maintenir la stabilité des prix, les banques centrales doivent maintenir cet équilibre délicat. Et, tout comme le périple de Frodon, il est semé d'embûches et de périls.

Siri : Une sorte de quête pour maintenir la paix et la prospérité dans la Comté, sans se laisser séduire par le côté obscur du pouvoir.

Kokou : Oui, on peut voir ça comme ça ! Maintenant, examinons les actions des banques centrales au cours des trois dernières années.

En 2020, la FED, la BCE et la Banque d'Angleterre ont abaissé les taux d'intérêt de manière spectaculaire. Elles ont mis en place cet assouplissement quantitatif pour réduire le coût de l'argent et du financement. L'idée était d'aider les économies à se relever des conséquences des confinements imposés par les gouvernements, cette fameuse « hibernation économique » qu'on s'est imposée pour lutter contre la pandémie de Covid-19, et sauver des vies.

Ces aides financières massives accordées par les gouvernements // toutes les liquidités injectées dans l'économie par les banques centrales // l'épargne excédentaire accumulée par les ménages // les perturbations de la chaîne d'approvisionnement - dues en partie aux confinements prolongés de la COVID-19 en Chine – tous ces facteurs, ont créé les conditions d'un boom économique, alimenté par le revenge spending, ce phénomène de surconsommation qui a suivi la réouverture des économies occidentales en 2021.

The Economist a même qualifié cette période de « retour des années folles », un parallèle intéressant avec la période des années 20, qui avait suivi la pandémie de grippe espagnole. Quand les ménages ont commencé à dépenser leur épargne accumulée pendant les confinements, la demande a dépassé l'offre. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a encore jeté de l'huile sur le feu inflationniste, avec un arrêt de l'approvisionnement énergétique, qui a déclenché une crise du pouvoir d'achat et une flambée de l'inflation.

Siri : Et que s'est-il passé ensuite ?

Ensuite, les banques centrales ont opéré un virage à 180 degrés. Le problème, c'est que l'inflation s'est avérée beaucoup plus persistante que prévu. Alors en 2022, et en 2023, elles ont relevé les taux d'intérêt, de manière tout aussi spectaculaire, pour lutter contre cette spirale inflationniste. Écoute bien : la Réserve fédérale américaine et la Banque d'Angleterre ont relevé les taux d'intérêt de plus de 500 points de base // Et la Banque centrale européenne, de 400 points de base !

Siri : Eh bien ! Je vois que Gandalf n'a pas chômé.

Kokou : ça tu peux le dire ! Rappelle-toi le célèbre adage : « Un grand pouvoir implique de grandes responsabilités ». Aujourd'hui, l'inflation globale, qui est liée au pouvoir d'achat, diminue rapidement. La fièvre inflationniste s'est un peu calmée. Mais il est trop tôt pour crier victoire : l'inflation salariale, elle, reste tenace.

Maintenant, imaginons ce qui se serait passé si les banques centrales n'avaient rien fait. Je te propose de revenir rapidement sur un moment précis de l'histoire où les banques centrales ont complètement perdu le contrôle de la situation.

Siri : Je suis sûre que tu penses à la République de Weimar, au début des années 20. L'hyperinflation était tellement forte que les gens allaient acheter leur pain avec des brouettes remplies de billets.

Kokou : C'est ça Siri, les grands esprits se rencontrent ! Les deux principales causes d'une hyperinflation sont :

- Premièrement, quand l'augmentation de la masse monétaire n'est pas soutenue par la croissance économique. Pour le dire autrement : quand la planche à billets tourne à plein régime.
- Deuxièmement, quand l'inflation est tirée par la demande, c'est-à-dire que la demande de biens et de services explose, mais que l'offre est insuffisante pour y répondre, ce qui fait automatiquement grimper les prix.

Un article sur 'bbc point co point uk' intitulé « 1923 : la crise de l'hyperinflation » décrit bien ce qui s'est passé à l'époque :

« Pour payer les employés en grève, le gouvernement a décidé d'imprimer plus d'argent. Cet afflux de monnaie a conduit à une hyperinflation, car plus on imprimait d'argent, plus les prix augmentaient. Les prix sont devenus totalement incontrôlables. Par exemple : une miche de pain, qui coûtait 250 marks en janvier 1923, était vendue à 200 000 millions de marks en novembre 1923.»

Siri : Le Gandalf de la Reichsbank de l'époque, Rudolf Havenstein, aurait-il abusé de son pouvoir ?

Kokou : C'est exactement ça ! C'est un cas d'école, qui montre bien que, quand l'argent perd de sa valeur, il ne sert plus à rien. Le gouvernement de Weimar gardait le contrôle de son économie, mais il a pris la décision d'imprimer toujours plus de monnaie pour payer les réparations de la Première Guerre mondiale, imposées par le traité de Versailles de 1919.

Pour Havenstein, la solution était simple : pour payer cette dette, il suffisait de faire tourner la planche à billets et d'injecter de l'argent dans l'économie allemande. C'est son décès, en novembre 1923, qui a permis de mettre fin à cette politique... et à l'hyperinflation.

Siri : On peut dire qu'il s'est accroché à son idée jusqu'au bout...

Kokou : Un de mes livres préférés sur cette période de l'histoire est « Quand l'argent meurt » d'Adam Ferguson. Il raconte l'histoire classique de ce qui se passe quand la monnaie d'un pays se déprécie au point de non retour : le cauchemar des dépenses déficitaires, de la dévaluation et de

l'hyperinflation dans l'Allemagne de Weimar. Nous en avons déjà parlé dans notre épisode sur les inconnues connues de l'inflation.

Siri : Je m'en souviens !

Kokou : Mais il y a un autre moment dans l'histoire où l'impression de monnaie et l'assouplissement quantitatif n'ont pas conduit à une inflation.

Siri : Je pense que tu fais allusion au Japon à la fin du 20ème siècle, plus précisément à l'époque qu'on appelle la « décennie perdue ».

Kokou : Bien vu ! A cette époque, la Banque du Japon avait une priorité diamétralement opposée, qui était de lutter contre la déflation. Alors elle s'est mise à imprimer de l'argent, dans l'espoir de provoquer une inflation. Mais ça n'a pas marché. Aucune inflation à l'horizon. Mon livre préféré sur ce sujet est le « Le Saint Graal de la macroéconomie - enseignements tirés de la décennie perdue » de Richard Koo. Il y explique le concept de récession de bilan. En fait, les familles, les banques, et les entreprises japonaises ont perdu une fortune sur leurs investissements et leurs actifs après l'éclatement de la bulle spéculative japonaise en 1990. Alors elles se sont mises à épargner et à réduire leurs dépenses et leurs emprunts, malgré des taux d'intérêt historiquement bas. C'est cela qui a conduit à une stagnation économique, à une faible croissance et à une inflation négative pendant toute une décennie.

Siri : Effectivement, c'est contre-intuitif !

Kokou : Comme on vient de le voir, l'impression monétaire n'est pas toujours rose. Mais la grande question est de savoir si elle peut être VERTE.

Pour bien comprendre les enjeux liés à l'impression d'argent vert, je te propose d'écouter des extraits d'un épisode du podcast de la BCE. Il s'intitule « Les banques centrales contre le changement climatique, entre motivation, obligations et limites ». Isabel Schnabel et Frank Elderson, deux membres du directoire de la Banque centrale européenne, y soulignent le rôle important du programme d'achats d'obligations d'entreprises de la BCE (le CSPP, pour Corporate Sector Purchase Programme). Ce programme incite à l'achat d'obligations vertes, émises par les entreprises, pour contribuer à réduire les coûts de financement des projets verts et les coûts des investissements dans la transition énergétique.

(Host): Katie Ranger

La lutte contre le changement climatique est l'une des grandes priorités du moment. Isabel, vous avez parlé de notre présidente, Christine Lagarde. Elle insiste régulièrement sur le rôle des banques centrales dans ce combat, et ici, on est tous d'accord pour dire qu'on doit faire quelque chose. Frank, j'en appelle à vos lumières en tant qu'avocat. (...) Parce qu'on entend deux sons de cloches tout à fait différents. D'un côté, des voix s'élèvent pour exiger une action immédiate des banques centrales. Qu'on actionne des leviers pour aider concrètement à opérer la transition vers une économie plus durable. Mais d'un autre côté, certaines personnes estiment que le combat contre le dérèglement climatique n'est tout simplement pas de notre ressort. Et que toute action en ce sens reviendrait à dépasser le cadre de notre mandat.

Pourquoi cette confusion ?

(Guest) : Frank Elderson

Je pense que jusqu'à tout récemment, la principale préoccupation des banques centrales et des superviseurs, c'était justement de respecter notre mandat, de ne pas en dépasser le cadre, au risque d'être traîné en justice pour en avoir fait TROP. Mais - comme je le dis depuis un certain temps - il existe aussi un risque d'être poursuivis pénalement pour, au contraire, en avoir fait trop PEU et trop TARD. Ce qui constituerait également une violation de notre mandat. Donc concrètement : il existe un risque d'en faire trop, ou pas assez. Ce sont les deux situations à éviter. Mais si on s'en réfère aux textes de base, c'est assez clair. Nous avons un objectif principal. Et cet objectif principal, c'est la stabilité des prix. C'est ça, notre boussole. Nous devons garantir la stabilité des prix.

(Host): Katie Ranger

Isabel, vous avez évoqué nos mesures politiques non conventionnelles. J'aimerais revenir plus en détail sur l'une d'entre elles. L'un des moyens qu'on utilise pour maintenir la stabilité des prix, c'est l'achat d'actifs. On s'en souvient, les achats d'actifs ont joué un rôle très important dans notre réponse à la pandémie de coronavirus. Comment ça marche ? On achète des actifs auprès des banques, et, grâce aux liquidités que ça leur apporte, elles peuvent, à leur tour, prêter aux ménages et aux entreprises. L'idée est de stimuler la consommation et l'investissement dans l'économie.

Très bien. Mais quel est le rapport avec le climat ? Concrètement, on est souvent pointés du doigt parce qu'on achète trop d'actifs à des industries très intenses en carbone. Une demande qui revient souvent, c'est qu'on arrête, tout simplement, d'acheter des actifs aux entreprises de combustibles fossiles, aux industries qui polluent. Isabel, pensez-vous que cette solution est envisageable ? Qu'on devrait arrêter d'acheter des actifs à ces entreprises ? Pour le dire plus simplement, pourquoi on n'achète pas plus d'obligations vertes ?

(Guest): Isabel Schnabel

Alors, il y a un principe qui régit nos achats d'actifs, qui s'appelle le principe de neutralité du marché. Quand on achète des actifs, on se pose forcément la question de savoir à qui on les achète. Et la neutralité du marché, ça veut dire que nos achats d'actifs doivent correspondre à l'encours des obligations. C'est-à-dire que si une société émet plus d'obligations, on aura plus d'obligations de cette société dans notre portefeuille. (...) Si on prend notre programme d'achat d'actifs dans le secteur privé, on constate en effet que les entreprises intenses en carbone, qui émettent beaucoup de carbone, en représentent une très grande part.

En fait, c'est assez logique : ces entreprises ont tendance à avoir une forte intensité en capitaux. Les entreprises qui émettent beaucoup sont celles qui ont de grandes usines. Et elles sont très dépendantes des financements extérieurs, et elles émettent beaucoup d'obligations. C'est ça qui se reflète dans notre portefeuille. On doit se demander si c'est une bonne chose.

(Guest): Isabel Schnabel

En théorie, la réponse est claire. Il faudrait passer d'un principe de neutralité du marché à un principe d'efficience du marché. Et comme Frank l'a dit tout à l'heure, cette transition serait conforme au traité. Maintenant, la question est de savoir comment ça se traduit concrètement. L'idée serait d'orienter les achats d'actifs vers des entreprises moins polluantes. Mais comment mettre ça en œuvre, concrètement ? C'est ça qui est délicat, et qui fait l'objet de beaucoup de débats et de discussions entre nous. Pour que ça fonctionne bien.

Si je peux me permettre, déjà, pour répondre à votre question : je pense qu'exclure certaines entreprises des programmes d'achat d'actifs est une mauvaise idée. Pourquoi ? Parce que les entreprises à forte intensité de carbone, ce sont justement celles qui présentent le plus fort potentiel de réduction des émissions. Donc, au final, si on veut réduire les émissions, il faut que nos politiques incitent en priorité ces entreprises à réduire leurs émissions. C'est pour ça que, d'après moi, arrêter d'acheter les actifs de ces entreprises n'est probablement pas la solution.

Il faut vraiment faire attention à ça, parce que si on arrête de leur acheter des actifs...

(Host): Katie Ranger

...on leur enlèverait le capital dont elles ont besoin pour mener la transition.

(Guest): Isabel Schnabel

Exactement. Parce que ce sont ces entreprises, justement, qui ont besoin de capitaux - pour changer leurs procédures, et se rapprocher de la neutralité carbone.

(Host): Katie Ranger

Nous avons beaucoup parlé du lien entre le changement climatique et la politique monétaire. Mais ce n'est qu'une pièce du puzzle. Parce que notre mandat, c'est aussi de superviser les banques. Frank, vous êtes vice-président du conseil de surveillance prudentielle de la BCE. Que peuvent faire les banques pour accélérer la transition vers une économie verte ? Et, en tant que superviseurs, comment peut-on les soutenir dans cette démarche ?

(Guest) : Frank Elderson

Oui, les banques ont un rôle décisif à jouer. Le revers de la médaille, c'est le risque. Les banques doivent gérer les risques matériels. Ça, ce n'est pas nouveau, elles ont toujours dû le faire. Mais maintenant, elles doivent aussi gérer les risques liés au climat, qui sont aussi des risques financiers. Et la bonne nouvelle, au passage, c'est que les catégories traditionnelles de gestion des risques // tout ce qui est risque de crédit, risque de marché, risque opérationnel et risque de liquidité // toutes ces catégories, qu'on connaît bien, vont être utiles pour répondre aux enjeux climatiques.

L'autre côté de la médaille, ce sont les opportunités. On est en train de vivre une transition assez incroyable. On va passer du brun au vert, et toute l'économie va s'en trouver changée. Et il va falloir financer ce changement. Les banques vont jouer un rôle extrêmement important à ce niveau-là, notamment ici, en Europe, pour y arriver. Elles doivent revoir leurs modes de

gouvernance, leurs business models, pour qu'ils soient capables d'assumer ce rôle. Elles vont devoir adopter des business models durables, dans tous les sens du terme.

(Guest) : Frank Elderson

On va collaborer étroitement avec les banques, analyser leurs auto-évaluations, leurs plans d'action, et intégrer tous ces éléments à notre routine de contrôle prudentiel annuel. Et si on estime que c'est nécessaire, on peut utiliser les instruments et les outils à notre disposition pour garantir qu'elles se conformeront à nos attentes.

(Guest): Isabel Schnabel

Frank, ce test de résistance climatique qui vient d'être lancé, c'est une idée très intéressante. Je veux dire, on a une équipe excellente qui planche dessus. Ce que je trouve vraiment incroyable, c'est que ça aurait été impossible à mettre en place il y a quelques années. C'est un test à très grande échelle, mais il reste basé sur des ensembles de données extrêmement granulaires. Sur des données au niveau de l'entreprise, sur les émissions au niveau de l'entreprise. Des ensembles de données, encore une fois, extrêmement granulaires, sur les prêts bancaires. Et on peut collecter toutes ces données, puis établir des scénarios et des hypothèses associées au risque systémique.

(Guest) : Frank Elderson

Je dois avouer que oui, c'est vraiment fascinant. Cette base de données donne accès aux données de 4 millions d'entreprises, de 2 000 banques. Avec des projections à 30 ans ! Donc d'un point de vue intellectuel, c'est vrai, c'est fascinant. Et c'est aussi absolument nécessaire. Donc, d'un côté, c'est merveilleux qu'on soit en capacité de le faire aujourd'hui. Mais, j'ai envie de dire que c'est la moindre des choses. Heureusement qu'on peut enfin le faire, parce que le changement climatique est là, et qu'il est urgent de le combattre.

Siri : Et bien Kokou, c'est plutôt prometteur !

Kokou : Oui, il reste une lueur d'espoir. Les banques centrales trouvent des solutions de plus en plus ingénieuses, en utilisant par exemple des outils comme « l'achat d'obligations vertes » pour financer des projets respectueux de l'environnement // sans trop perturber l'équilibre financier.

Siri : Mais il y a un piège : l'inflation verte.

Kokou : C'est vrai. L'inflation verte, c'est quand la transition écologique fait grimper les prix des matières premières métalliques qui sont nécessaires à la construction des voitures électriques, des éoliennes, et des panneaux solaires, qui vont servir à décarboner nos systèmes énergétiques. On a besoin de grandes quantités de cobalt, de lithium, de cuivre et de minéraux rares, à un moment où les sociétés minières réduisent leurs investissements, en raison de leur impact négatif sur l'environnement et des nouvelles politiques ESG.

Siri : C'est toujours la même histoire. « On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre ». Les banques centrales doivent intervenir.

Kokou : C'est un équilibre délicat. Soutenir la transition verte // sans pour autant déstabiliser l'économie à grands coups d'inflation. C'est le rôle que peuvent jouer les banques centrales dans la transition écologique. Mais n'oublions pas que la lutte contre le changement climatique est une bataille qui se joue sur plusieurs fronts.

Siri : Absolument. Gouvernements, entreprises, particuliers : tout le monde a un rôle à jouer.

Kokou : Oui : ce n'est pas qu'une question d'argent. C'est une question de politiques, d'innovation, de changement de comportement des consommateurs et de coopération internationale.

Pour conclure, s'il est clair que l'argent peut accomplir de grandes choses, il n'est pas une baguette magique.

Siri : Transformer les baguettes magiques en bâtons pour se faire battre. Un comportement typiquement humain !

Kokou : Haha, ça me rappelle une citation du comédien Spike Milligan : « L'argent ne fait pas le bonheur, mais il permet d'atteindre une forme de misère plus agréable ».

Kokou imitant Gollum : Mon prééécieeeeux !

Merci d'avoir suivi cet épisode de 2050 Investors.

J'espère que cet épisode vous aura aidé à mieux comprendre le rôle que les banques centrales peuvent jouer pour financer la transition verte vers la neutralité carbone.

2050 Investors est disponible sur toutes les plateformes de podcasts et de streaming. Si cet épisode vous a plu, mettez-nous plein d'étoiles sur Spotify et Apple Podcasts, laissez des commentaires où vous voulez, abonnez-vous, et surtout : parlez-en autour de vous !

Rendez-vous au prochain épisode !

Credits : Presented & Writer: Kokou Agbo-Bloua. Editor: Vincent Nickelsen, Jovaney Ashman. Production Designer: Emmanuel Minelle, Radio K7 Creative. Executive Producer: Fanny Giniès. Sound Director: Marc Valenduc. Music: Rone. Graphic Design: Cédric Cazaly.